

GrUE

Groupe de recherche
sur l'Union européenne

EURo-Lab
GIS | Groupement d'intérêt scientifique

 **MAISON
JEAN MONNET**



Un projet du Parlement européen

Appel à communications

« Les échelles de l'Europe »

Doctoriales du Groupe de recherche sur l'Union européenne

1-3 juin 2023

Du 1 au 3 juin 2023, le [Groupe de recherche sur l'Union européenne](#) (GrUE), en partenariat avec le [Groupement d'intérêt scientifique \(GIS\) Euro-Lab](#), la [Maison Jean Monnet](#) et le [Service de recherche du Parlement européen](#), organisera ses deuxièmes Doctoriales à la Maison Jean Monnet (Bazoches-sur-Guyonne, France).

Cette deuxième édition des Doctoriales vise à réunir des doctorant.e.s et chercheur.se.s en début de carrière, issu.e.s du champ des sciences sociales francophones (p. ex. science politique, droit, sociologie, économie, histoire, géographie, philosophie politique) et dont les recherches explorent les questions des « échelles de l'Europe ».

Centrées autour de l'interrogation des rapports entre les échelles de l'Europe, les Doctoriales du GrUE offriront un espace de présentation et de discussion de projets individuels de recherche ainsi qu'un cadre collectif de réflexion sur l'Union européenne (UE) et le métier de chercheur.se, animés par chercheur.se.s et décideur.se.s politiques spécialistes de l'Europe. Les Doctoriales entendent enfin favoriser la socialisation des participant.e.s en encourageant la création de réseaux de recherche interdisciplinaires et le tissage de relations informelles au travers d'activités collectives.

Saisir les multiples échelles de l'Europe

La thématique des Doctoriales, les « échelles de l'Europe », reflète le constat selon lequel le projet européen s'inscrit dans une grande diversité d'espaces (Kahn, 2019) et d'acteurs. Les propositions de contribution exploreront ainsi la dimension multiscalaire de l'Europe (Mamadouh et Van der Wusten, 2009), y compris à partir d'objets et de terrains qui ne sont pas traditionnellement étudiés dans le champ des études européennes mais dont l'analyse implique pourtant de se confronter à l'objet « UE ».

Les contributions pourront aborder un premier espace de l'Europe, l'échelon communautaire. L'UE constitue un espace politico-administratif distinct, dont les institutions et dynamiques politiques sont spécifiques (Catala, 2001 ; Bitsch, 2007 ; Smith, 2004 ; Georgakakis, 2012). Comment cet espace a-t-il été transformé par les crises que l'UE et ses États membres ont récemment traversées (Coman, Crespy et Schmidt, 2020) : crise migratoire (Foucher, 2015), crise financière et monétaire (Georgiou, 2014 ; Fontan, 2014 ; Ladi, Tsahouras, 2014), Brexit (Leruth et al., 2019), crise énergétique, crise sanitaire (Wolff, Ladi, 2020) ? Comment les institutions européennes arbitrent-elles entre préférences des gouvernements et attentes citoyennes, entre déni de démocratie, illusion souverainiste et nouvelles solidarités (Spector, 2021) ? Quelles inflexions récentes connaît la fabrique du droit de l'Union européenne (Bertrand, 2018) et où en sont les débats politiques et juridiques sur la primauté et l'articulation entre les ordres juridiques, notamment entre droit de l'UE et de la CEDH (von Bogdandy, 2016) ? Les différents espaces de gouvernance peuvent également constituer une piste de réflexion stimulante pour penser les échelles de l'Europe. S'intègrent-ils ou se différencient-ils en autant d'Europes à la carte (Faure et Lebrou, 2020) ? La gouvernance socio-économique a connu de multiples réformes lors de la dernière décennie à la suite des différentes crises économiques. Sommes-nous dans un « *lock-in* » des institutions et de leur mode de gouvernance (Pierson, 1993) sur la base des pratiques passées ou au contraire, la pandémie avec son programme NextGenerationEU marque-t-elle un tournant pour la gouvernance socio-économique de l'Union (Schelkle, 2021 ; De Grauwe, 2022 ; Buti, Fabbri, 2022) ? De quelle manière l'UE protège-t-elle ses « valeurs fondamentales », telles que l'État de droit, face aux gouvernements de ses États membres ?

Toutefois, l'UE s'incarne aussi au travers des arènes nationales, telles que les parlements, les médias et les actions citoyennes, voire infranationales, comme l'ont démontré les nombreux travaux sur les relations entre l'UE et les régions (Pasquier, 2005, 2009, 2015 ; Wassenberg, 2007), les villes (Le Galès, 2011 ; Mamadouh, 2018) ou les marchés (Carpano et Marti, 2021). Les contributions pourront donc questionner les logiques d'appropriation et de mobilisation de la législation et des financements européens par les acteurs publics et parapublics locaux. Peut-on encore parler d'euphémisation des échelons national et local (Huggins, 2018) ? De quelle manière les relations entre États-nations, régions et UE sont-elles problématisées dans les travaux récents consacrés aux concepts de subsidiarité, décentralisation, fédéralisme ou de centre/périphérie et territorialité (Agnew, 2014 ; Kahn et Richard, 2020). Comment les parlements nationaux interfèrent-ils avec l'action de l'UE dans des domaines relevant traditionnellement de leurs prérogatives, comme la Justice et les Affaires intérieures (Tacea, 2018) ou le Budget et la Fiscalité (Papadopoulos, Piattoni, 2019, Bekker, 2021) ? En quoi l'Europe peut-elle être un objet de résistance et/ou être mobilisée comme une ressource par des acteurs individuels et collectifs nationaux et infranationaux (Crespy, Verschueren, 2009 ; Saurugger, Terpan, 2013 ; Saurugger, Fontan, 2019) ? Dans quelle mesure les tentatives

récentes de participation des citoyens européens (comme les dialogues citoyens la Conférence sur le futur de l'Europe) peuvent-elles contribuer à une démocratisation de la construction européenne et mener à la concrétisation d'un peuple européen (Damay, Delmotte, 2018 ; Fabbrini, 2021) ? Quelles sont les alternatives à ces initiatives (Barbou des Places, 2018 ; Hennette et al., 2019) ?

L'UE est également un acteur des relations internationales (Petiteville, 2006 ; Richard et Van Hamme, 2013), notamment par la conduite de sa politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ou d'autres politiques externes (Lavenex, Schimmelfennig, 2009) : politique commerciale (Leucht, 2022), politique de voisinage (Bouris, Schumacher, 2017), politique d'aide au développement (Richard, 2008), etc. Comment la guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques contribuent-elles à repenser le rôle international de l'UE (puissance normative (Laïdi, 2013), *soft power*, *hard power* en devenir, etc.) et son articulation avec d'autres acteurs et organisations internationales (Hofmann, 2013) ? L'analyse de l'action de l'UE à l'échelle globale suppose également de se décentrer des « *high politics* » (Keohane et Nye, 1973) pour considérer et explorer la dimension externe de ses politiques publiques à visée interne (Bradford, 2020) (p. ex. politique environnementale et climatique, politique culturelle, politique éducative, etc.). Comment les politiques internes à l'UE s'articulent-elles avec son action extérieure (Lavenex, Uçarar, 2004 ; Rees, 2008 ; Dupont, Oberthür, 2015) ? De même, en quoi l'action extérieure de l'UE interagit et/ou interfère-t-elle avec les politiques étrangères des États membres (Nivet, 2012) ? Enfin, la dimension internationale de l'UE s'incarne dans les liens étroits, y compris juridiques et historiques, qu'elle a noué avec d'autres organisations internationales actives sur le continent européen (Patel, 2013 ; Warloutzet, 2022), comme le Conseil de l'Europe, ou l'Organisation de la Sécurité et la Coopération en Europe (Lachmann, 2012). Jusqu'où ces institutions parviennent-elles à articuler leurs ambitions et leurs dispositifs ?

Les communications pourront rendre compte de la pluralité des échelles de l'Europe et/ou de leurs interactions plus ou moins conflictuelles. En outre, ces différents espaces peuvent être considérés comme des vecteurs réciproques d'influence au vu de leur organisation en réseaux (Schmidt, 2020). Les communications pourront s'inscrire dans l'un des questionnements présentés ci-dessus. Nous valorisons également celles qui s'intéressent aux synergies entre plusieurs espaces. Toutefois, les idées proposées ne constituent pas pour autant un cadre contraignant et d'autres interrogations en lien avec la thématique des Doctoriales pourront être explorées.

Format des propositions

Les Doctoriales du GrUE entendent s'ouvrir largement à une variété d'approches disciplinaires en sciences sociales (p. ex. science politique, droit, sociologie, économie, histoire, géographie, philosophie politique). Elles valoriseront tout particulièrement l'interdisciplinarité et le pluralisme méthodologique des propositions soumises. Les propositions de contribution pourront discuter, à partir de leur ancrage disciplinaire spécifique ou d'approches inter- et pluridisciplinaires, des manières de définir, de penser et de produire l'Europe à toutes les échelles et à tous les degrés de granularité pertinents.

Les propositions de communication (max. 500 mots) devront comporter un titre, indiquer le nom du ou des auteurs et reposeront sur une problématique clairement énoncée, en lien avec

un ou plusieurs axes de l'appel. Par ailleurs, étudier l'Europe dans ses différentes échelles suppose l'usage de différentes méthodes qualitatives et quantitatives. Les contributions qui questionneront le « *design* » méthodologique approprié aux jeux d'échelles autour de l'objet « UE » seront ainsi particulièrement appréciées.

Les propositions individuelles ou collectives sont à envoyer à l'adresse suivante : collectif.grue@gmail.com.

Calendrier

1. 6 mars 2023 : date limite pour l'envoi des propositions
2. 20 mars 2023 : réponse du comité d'organisation des Doctoriales
3. 9 mai 2023 : date limite pour l'envoi des communications

Frais d'inscription

Les Doctoriales ne requièrent pas de frais d'inscription. Les frais d'hébergement et de restauration seront pris en charge sous réserve d'une participation effective aux deux journées. Les frais de transports seront à la charge des participant.e.s mais, dans certains cas exceptionnels (par ex. chercheur.se.s non financé.e.s), ceux-ci pourront être pris en charge partiellement, sur présentation d'un justificatif d'achat, dans la limite d'un montant maximum établi par le GrUE.

Comité d'organisation

GODEFFROY Gabriel (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, SIRICE) :
gabriel.godeffroy@etu.univ-paris1.fr.

GUEVARA-BRAUN Tibissai (ENS de Lyon - Université de Haute-Alsace, Triangle) :
tibissai.guevara-braun@ens-lyon.fr.

MASSART Tom (Aspirant FRS-FNRS, Université libre de Bruxelles, CEVIPOL) :
tom.massart@ulb.be.

PIQUET Agathe (FRS-FNRS, Université Saint-Louis Bruxelles, IEE) :
agathe.piquet@usaintlouis.be.

Comité scientifique

BARBOU DES PLACES Ségolène, Professeure de droit public (IREDIES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

CRESPY Amandine, Professeure de science politique (IEE/CEVIPOL, Université libre de Bruxelles)

DELMOTTE Florence, Chercheuse Qualifiée FRS-FNRS en science politique (IEE/CReSPO, Université Saint-Louis Bruxelles)

DERMINE Paul, Professeur de droit européen (Centre de Droit Européen, Université Libre de Bruxelles)

DUJARDIN Vincent, Professeur d'histoire contemporaine (Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies, UCLouvain)

FONTAN Clément, Professeur de politique économique (ISPOLE/IEE, UCLouvain/Université Saint-Louis Bruxelles)

GEORGIU Christakis, Collaborateur scientifique en économie politique européenne (CCDSEE/GSI, Université de Genève)

KAHN Sylvain, Professeur agrégé d'histoire et docteur en géographie (Centre d'histoire de Sciences Po, Sciences Po Paris)

PAPADOPOULOS Yannis, Professeur de science politique (LAGAPE, Université de Lausanne)

SPECTOR Céline, Professeure de philosophie politique (SDN, Sorbonne Université)

VAUCHEZ Antoine, Directeur de recherche au CNRS en sociologie politique et en droit (CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

WARLOUZET Laurent, Professeur d'histoire contemporaine (SIRICE, Sorbonne Université)

Références bibliographiques

John AGNEW (2014) « Le piège territorial. Les présupposés géographiques de la théorie des relations internationales », *Raisons politiques*, Vol. 54, N° 2, pp. 23-51.

Ségolène BARBOU DES PLACES (2018) « Democratizing Eurozone. Some lessons to be drawn from T-Dem », *European Papers*, Vol. 3, N° 1, pp. 7-18.

Sonja BEKKER (2021) « The EU's Recovery and Resilience Facility: A Next Phase in EU Socioeconomic Governance? », *Politics and Governance*, Vol. 9, N° 3, pp.175-185.

Brunessen BERTRAND (2018) *Les nouveaux modes de production du droit de l'Union européenne. La dialectique du droit institutionnel et du droit matériel*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Marie-Thérèse BITSCH (2007) *La construction européenne : enjeux politiques et choix institutionnels*, Bruxelles : Peter Lang.

Dimitris BOURIS, Tobias SCHUMACHER (dir.) (2017) *The Revised European Neighbourhood Policy: Community and Change in EU Foreign Policy*, Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Anu BRADFORD (2020) *The Brussels Effect, How the European Union Rules the World*, Oxford : Oxford University Press.

Marco BUTI, Sergio FABBRINI (2022) « Next Generation EU and the Future of Economic Governance: Towards a Paradigm Change or Just a Big One-off? », *Journal of European Public Policy*, article en ligne en prépublication (DOI: [10.1080/13501763.2022.2141303](https://doi.org/10.1080/13501763.2022.2141303)).

Eric CARPANO, Gaëlle MARTI (dir.) (2021) *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles : Bruylant.

Michel CATALA (dir.) (2001) *Histoire de la construction européenne : cinquante ans après la Déclaration Schumann*, Nantes : Presses académiques de l'Ouest.

Romana COMAN, Amandine CRESPIY, Vivian SCHMIDT (dir.) (2020) *Governance and Politics in the Post-Crisis European Union*, Cambridge : Cambridge University Press.

Amandine CRESPIY, Nicolas VERSCHUEREN (2009) « From Euroscepticism to Resistance to European Integration: An Interdisciplinary Perspective », *Perspectives on European Politics and Society*, Vol. 10, N° 3, pp. 377-393.

Ludivine DAMAY, Florence DELMOTTE (2018) « Les dialogues citoyens de la Commission européenne. Renforcer l'appartenance ou confirmer l'impuissance ? », *Politique européenne*, Vol. 62, pp. 120-150.

Paul DE GRAUWE (2022) « Towards a New Euro Crisis », *Intereconomics*, Vol. 57, n°5, pp. 273-277.

Claire DUPONT, Sebastian OBERTHÜR (2015) *Decarbonization in the European Union, Internal Policies and External Strategies*, London : Palgrave Macmillan London.

Federico FABBRINI (2020) « The Conference on the Future of Europe: Process and Prospects », *European Law Journal*, Vol. 26, N° 5-6, pp. 401- 414.

Samuel B.H. FAURE, Vincent LEBROU (2020) « L'Europe à géométrie variable. Renouveler l'analyse des logiques de différenciation de l'intégration européenne », *Politique européenne*, Vol. 67-68, N°. 1-2, pp. 8-25.

Clément FONTAN (2014) « L'art du grand écart. La Banque centrale européenne face aux dilemmes provoqués par la crise de la zone euro », *Gouvernement et action publique*, Vol. 3, pp. 103-123.

Michel FOUCHER (2016) « L'Union européenne aux limites indécises » dans *Le retour des frontières*, Foucher Michel (dir.), Paris : CNRS Éditions, pp. 37-46.

Didier GEORGAKAKIS (2012) *Le champ de l'eurocratie : une sociologie du personnel politique de l'UE*, Paris : Economica.

Christakis GEORGIU (2014) « 'Whatever It Takes': The Eurozone Crisis as a Catalyst of European Integration », *The Cyprus Review*, Vol 26, N° 1, pp 63-80.

Stéphanie HENNETTE, Thomas PIKETTY, Guillaume SACRISTE, Antoine VAUCHEZ (2019) *How to Democratize Europe. Contributions to a Transnational Debate*, Cambridge : Harvard University Press.

Stephanie HOFMANN (2013) *European Security in NATO's Shadow. Party Ideologies and Institution Building*, Cambridge : Cambridge University Press.

Christopher HUGGINS (2018) « Subnational Government and Transnational Networking: The Rationalist Logic of Local Level Europeanization », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 56, N° 6, pp. 1263-1282.

Sylvain KAHN (2019) « VII. Union européenne : l'invention d'un régime singulier de territorialité », dans *Carte d'identités. L'espace au singulier*, Yann Calbérac (dir.), Paris : Hermann, p. 175-191.

Sylvain KAHN, Yann RICHARD (2020) « Unthought and Unrepresentable? The European Territorial Paradox », *European Journal of Geography*, Vol. 11, N° 1, pp. 124-139.

Robert O. KEOHANE, Joseph S. NYE Jr. (1973) « Power and interdependence », *Global Politics and Strategy*, Vol. 15, N° 4, pp. 158-165.

Niels LACHMANN (2012) « "Partenaire mais distincte ? L'Union européenne et la coopération entre organisations multilatérales pour la gestion des crises internationales », *Études internationales*, Vol. 43, N° 4, pp. 521-537.

Stella LADI, Dimitri TSAHOURLAS (2014) « The Politics of Austerity and Public Policy Reform in the EU », *Political Studies Review*, Vol. 12, N° 2, pp 171-80.

Zaki LAÏDI (2013) *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris : Presses de Sciences Po.

Sandra LAVENEX, Emek M. UÇARER (2004) « The External Dimension of Europeanization: The Case of Immigration Policies », *Cooperation and Conflict*, Vol. 39, N°4, pp. 417-443.

Sandra LAVENEX, Frank SCHIMMELFENNIG (2009) « EU rules beyond EU borders: theorizing external governance in European politics », *Journal of European Public Policy*, Vol. 16, N°6, pp. 791-812.

Patrick LE GALES (2011) *Le Retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris : Presses de Sciences Po.

Benjamin LERUTH, Stefan GÄNZLE, Jarle TRONDAL (2019) « Exploring Differentiated Disintegration in a Post-Brexit European Union », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 57, N° 5, pp. 1013-1030.

Brigitte LEUCHT (2003) « The European Union in International Politics and Trade: A Global Power in the Making? » dans *The History of the European Union, 1945 to the Present*, Brigitte Leucht, Katja Seidel, Laurent Warloutzet (dir.), Londres : Bloomsbury.

Virginie MAMADOUH (2018) « The City, the (Member) State, and the European Union », *Urban Geography*, Vol. 39, N° 9, pp. 1435-1439.

Virginie MAMADOUH, Herman VAN DER WUSTEN (2009) « Échelles et territoires dans le système de gouvernance européen », dans *Penser l'espace politique*, Stéphane Rosière et alii (dir.), Paris : Ellipses, 2009, pp.288-304.

Bastien NIVET (2012) « L'Europe de la sécurité et de la défense par-delà l'eupéanisation : un champ politique entre normalisation et renationalisations », *Les Champs de Mars*, Vol. 24, N° 2, pp. 63-86.

Yannis PAPADOPOULOS, Simona PIATTONI (2019) « The European Semester: Democratic Weaknesses as Limits to Learning », *European Policy Analysis*, Vol. 5, pp. 58-79.

Romain PASQUIER (2005) « 'Cognitive Europeanization' and the Territorial Effects of Multilevel Policy Transfer: Local Development in French and Spanish Regions », *Regional & Federal Studies*, Vol. 15, N° 3, pp. 295-310.

Romain PASQUIER (2009) « The Europeanisation of French Regions », *French Politics*, Vol. 7, pp. 123-144.

Romain PASQUIER (2015) « La fin de « l'Europe des régions » ? », *Politique européenne*, Vol. 50, N° 4, pp. 150-159.

Kiran Klaus PATEL (2013) « Provincialising European Union: Cooperation and Integration in Europe in a Historical Perspective », *Contemporary European History*, Vol. 22, N° 4, pp. 649-673.

Frank PETITEVILLE (2006) *La politique internationale de l'Union européenne*, Paris : Presses de Sciences Po.

Paul PIERSON (1993) « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change », *World Politics*, N° 4, pp. 595-628.

Wyn REES (2008) « Inside Out: the External Face of EU Internal Security Policy », *Journal of European Integration*, Vol. 30, N°1, pp. 97-111.

Yann RICHARD (2008) « L'Union européenne : un champion en trompe-l'œil de l'aide publique au développement », *Confins - Revue franco-brésilienne de géographie*, pp. 1-40.

Yann RICHARD, Gilles VAN HAMME (2013) « L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l'actorness européenne », *L'Espace géographique*, Vol. 42, N°1, pp. 15-31.

Sabine SAURUGGER, Fabien TERPAN (dir.) (2013) « L'intégration européenne. Instruments d'opposition, de contournement, d'adaptation », *Quaderni*, Vol. 80.

Sabine SAURUGGER, Clément FONTAN (2019) « The Judicialisation of EMU Politics: Resistance to the EU's New Economic Governance Mechanisms at the Domestic Level », *European Journal of Political Research*, Vol. 58, N° 4, pp. 1066-1087.

Waltraud SCHELKLE (2021) « Fiscal Integration in an Experimental Union: How Path-Breaking Was the EU's Response to the COVID-19 Pandemic? », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 59, N°1, pp. 44-55.

Vivien A. SCHMIDT (2020) *Europe's Crisis of Legitimacy: Governing by Rules and Ruling by Numbers in the Eurozone*, Oxford: Oxford University Press.

Andy SMITH (2004) *Le gouvernement de l'Union européenne*, Paris : LGDJ.

Céline SPECTOR (2021) *No Demos. Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe*, Paris : Seuil.

Angela TACEA (2018) « Quand la JAI fait dissidence : Expliquer l'activité des parlements nationaux dans le domaine européen de liberté, de sécurité et de justice », *Politique européenne*, Vol. 59, pp. 58-93.

Armin VON BOGDANDY (2016) « European Law Beyond 'Ever Closer Union' Repositioning the Concept, its Thrust and the ECJ's Comparative Methodology », *European Law Journal*, Vol. 22, N° 4, pp. 519-538.

Laurent WARLOUZET (2022) *Histoire de la construction européenne depuis 1945*, Paris : La Découverte.

Birte WASSENBERG (2007) *Vers une eurorégion : la coopération transfrontalière franco-germano-suisse dans l'espace rhénan de 1975 à 2000*, Bruxelles : Peter Lang.

Sarah WOLFF, Stella LADI (2020) (dir.) « Pandemic Politics and European Union Response » *Journal of European Integration*, Vol. 42, N° 8.